



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Occitanie
Unité inter-départementale Gard-Lozère**

Nîmes, le

23 AVR. 2026

Cellule Déchets

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n°2026-023-DREAL
portant prescriptions complémentaires
à la société PURFER à Lédénon**

**Le Préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 ;
- Vu** le décret du Président de la République en conseil des ministres du 13 juillet 2023 portant nomination de monsieur Jérôme BONET en qualité de préfet du Gard ;
- Vu** le décret du 24 avril 2024 nommant M. Yann GÉRARD, secrétaire général de la préfecture du Gard, sous-préfet de Nîmes ;
- Vu** l'arrêté n° 30-2024-10-18-00005 du 18 octobre 2024 donnant délégation de signature à M. Yann GÉRARD, secrétaire général de la préfecture du Gard, sous-préfet de Nîmes ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°12.091N du 20 juillet 2012 autorisant la poursuite de l'exploitation d'un centre de transit, de regroupement et de tri de déchets dangereux et non dangereux et de métaux, d'alliages et de déchets de métaux, d'un centre d'entreposage et de dépollution de VHU ainsi que d'une installation de traitement par broyage de VHU et de déchets métalliques par la société PURFER sur la commune de Lédénon ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°14.099N du 16 juillet 2014 modifiant certaines prescriptions relatives aux stockages de déchets et actant la non soumission aux garanties financières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°20-139-DREAL du 4 août 2020 portant prescriptions complémentaires pour la société PURFER ;

- Vu** l'arrêté préfectoral n°2023-69-DREAL du 20 novembre 2023 portant prescriptions complémentaires pour la société PURFER ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées, daté du 26 mars 2026 ;
- Vu** le projet d'arrêté porté le 31 mars 2026 à la connaissance du demandeur ;
- Vu** l'absence de réponse de la société PURFER sur ce projet au terme du délai déterminé dans la transmission du projet d'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que le process mis en œuvre ainsi que les matières et fluides présents dans les déchets broyés sont susceptibles de conduire à des émissions de composés organochlorés, et que de telles émissions ont été identifiées sur des sites industriels utilisant ce process en Europe, y compris en France ;

Considérant la présence d'enjeux sanitaires dans un rayon de 1500 mètres autour de l'installation ;

Considérant qu'il y a lieu de caractériser les émissions atmosphériques de l'établissement et de suivre leurs effets sur l'environnement en réalisant une surveillance environnementale autour du site ;

Considérant qu'il y a lieu en conséquence de faire application à l'encontre de l'exploitant des dispositions prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement pour acter les éléments ci-avant ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard,

ARRÊTE

TITRE I. IDENTIFICATION DE LA MODIFICATION

CHAPITRE I.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE LA MODIFICATION

Article I.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La SAS PURFER, dont le siège social est situé RD 147, quartier de la Gare – 69 780 Saint-Pierre de Chandieu, désignée ci-après l'exploitant, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour l'exploitation d'un centre de transit, de regroupement et de tri de déchets dangereux et non dangereux et de métaux, d'alliages et de déchets de métaux, d'un centre d'entreposage et de dépollution de VHU ainsi que d'une installation de traitement par broyage de VHU et de déchets métalliques, sur la commune de Lédénon, Gare de Lédénon, sous réserve du respect des conditions fixées par le présent arrêté.

Article I.1.2. Modifications complémentaires aux prescriptions des actes antérieurs

I.1.2.1 Réalisation d'un plan de surveillance environnementale

Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, la société PURFER transmet pour avis à l'inspection des installations classées un programme visant à instaurer une surveillance environnementale pour son site de Lédénon pour le suivi des PCB et dioxines furannes.

Cette surveillance environnementale doit être réalisée selon les modalités définies ci-après. Plus généralement, l'exploitant s'appuiera sur le guide rédigé par l'Ineris « *Surveillance dans l'air autour des installations classées – retombées des émissions atmosphériques, impacts des activités humaines sur les milieux* » pour la préparation et la réalisation de la campagne.

Ce plan de surveillance précise :

- le périmètre retenu pour la zone d'étude
- la liste des documents d'appui (réglementation, carte...),
- la nature des milieux et le contexte local, la description du site avec la localisation des zones d'émission, y compris la description des usages potentiellement sensibles vis-à-vis de ce type de composés (zones de pâturage ou de fauche d'herbes, zones de cultures, zone d'élevages, production animales, production d'œufs, etc.)
- les polluants suivis, qui comporteront a minima les dioxines et furanes (PCDD/F), les polychlorobiphényles de type dioxine (PCB-dl) et les polychlorobiphényles indicateurs (PCBi) ;
- le choix des méthodes de prélèvements et d'analyse : les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur, par des laboratoires compétents choisis par l'exploitant.

En particulier, en fonction des matrices retenues, les prélèvements de dépôts atmosphériques doivent être réalisés conformément à la norme NF X 43-014 (2017) ou une méthode équivalente, l'analyse des contaminants dans les dépôts atmosphériques doit être réalisée conformément à la norme NF EN ISO 18073 (2004) ou une méthode équivalente, et l'analyse des contaminants dans les sols doit être réalisée conformément à la norme NF EN 16190 (2018) ou une méthode équivalente.

- les limites de quantification retenues pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur, et respecter – dans la mesure du possible- les limites de quantification indiquées dans les documents suivants en fonction des matrices retenues :
 - pour les dépôts atmosphériques : Fiche Ineris sur les PCDD/F (version de juin 2025) ;
 - pour les sols : « Analyse des sols dans le domaine des sites et sols pollués - Synthèse des réunions du Groupe de Travail sur les Laboratoires (version du 17 janvier 2025) »
 - pour les végétaux : « Guide pratique pour la préparation et l'analyse des végétaux consommés par l'Homme dans le contexte des sites et sols pollués (3 mai 2022) ».
- le choix et la durée des périodes de mesures ou de prélèvements, qui doivent a minima respecter les exigences suivantes :
 - dépôts atmosphériques : 8 semaines de prélèvement, réparties en deux campagnes d'un mois
 - sol : une campagne de prélèvements, concomitante avec l'une des périodes de prélèvement des dépôts atmosphériques
 - végétaux (herbes, mousses au sol, éventuellement légumes ou fruits si présents sur un emplacement jugé pertinent) : une campagne de prélèvement concomitante avec la période de prélèvement des sols
 - un blanc de terrain devra être réalisé pour chaque campagne de mesure et chaque couple de support/substance mené.
- le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre : au moins trois points de mesure dans la zone d'influence de l'installation seront définis dont un point sur le site, ainsi qu'au moins un point témoin correspondant à des zones hors influence de l'exploitation (et non sous l'influence d'une autre installation émettrice de ces polluants). L'exploitant pourra notamment s'appuyer sur des modélisations ou d'autres moyens d'étude (conditions météorologiques en lien avec les émissaires) pour déterminer l'emplacement des points de mesure.

- les conditions météorologiques et topographiques sur le site.

Lors de la campagne de mesure, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum. La station météorologique est installée à une hauteur de 10 m du sol, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques de Météo France : en dehors de toute influence topographique et / ou bâtementaire. Les données météorologiques provenant d'une station météorologique de Météo France ne pourront être utilisées que si leur représentativité a été démontrée.

Pendant la campagne, l'exploitant consigne les informations relatives à l'activité du broyeur, notamment la nature et la quantité des déchets broyés, mais aussi les éventuels incidents ou anomalies d'exploitation : détonations, départ de feu, arrêt technique non-programmé, etc.

Dans un délai de 3 mois à compter de l'avis de l'inspection des installations classées, l'exploitant réalise les premières campagnes de mesures.

I.1.2.2 Transmission des résultats :

Les résultats des mesures de surveillance environnementale réalisées sont à transmettre à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réception, dans un rapport qui reprend l'ensemble des informations nécessaires à leur compréhension à savoir :

- la présentation du site dans son environnement ;
- le positionnement des différents points de prélèvement ;
- les éléments descriptifs de l'activité du broyeur pendant les campagnes (nature et quantité de déchets broyés, éventuels incidents ou anomalies d'exploitation, etc.) ;
- les protocoles et/ou normes de prélèvements et d'analyses utilisés, en précisant les limites de quantification atteintes ;
- les résultats des blancs de terrain ;
- une comparaison des résultats de mesures :
 - par rapport aux valeurs réglementaires (si elles existent) et/ou aux valeurs guides disponibles pour le milieu considéré et/ou référentiels locaux ou nationaux
 - entre les points impactés et les points témoins, au regard des conditions météorologiques enregistrées au cours de la campagne
 - par rapport aux éventuelles campagnes déjà réalisées (évolution historique)
- l'interprétation appropriée des résultats obtenus et des commentaires de l'exploitant qui se positionne explicitement au regard de l'activité du site
- en cas d'anomalies (dont l'impossibilité de réaliser les mesures), des explications sur leur origine et des actions correctives menées ou prévues par l'exploitant pour y remédier.

En cas de mise en évidence d'incompatibilité des usages ou d'anomalie, une information de l'inspection des installations classées est réalisée dès réception des résultats et une démarche de plan de gestion est engagée avec transmission de cette étude dans un délai de 3 mois.

L'exploitant transmet à l'issue de la première période de surveillance un positionnement sur le maintien, l'arrêt ou l'extension de la surveillance environnementale.

TITRE II. MODALITÉS D'EXÉCUTION, PUBLICITÉ ET VOIES DE RECOURS

CHAPITRE II.1. SANCTIONS

Faute pour l'exploitant ou son représentant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues par le Code de l'environnement.

CHAPITRE II.2. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nîmes.

- 1) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté lui a été notifié ;
- 2) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-45 ;
 - b) la publication du présent arrêté sur le site internet de la préfecture prévue au même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

CHAPITRE II.3. PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Lédénon et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de la commune de Lédénon pendant une durée minimum d'un mois : procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire concerné.

Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques – rubrique Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse :

<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1>

CHAPITRE II.4. EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL), le maire de la commune de Lédénon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet

Pour le préfet,
le secrétaire général



Yann GÉRARD